

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

<u>LES TRAVAILLEURS EN FRANCE</u> Hagondange, St Etienne, les licenciements, l'univers concentrationnaire.	p. I
<u>LES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE</u> -Grande Bretagne- USA - Guyane.	p. 7
<u>LIAISONS</u>	p. 9
<u>LES SYNDICATS</u> -l'intégration en France en Allemagne.	p. 10
<u>CORRESPONDANCE</u> - Paris, Loire, Bouches du Rhône, Belgique.	p. 13
<u>PUBLICATIONS</u>	p. 16

LE NUMÉRO

mensuel

0.50 F

Numéro 31 : AOUT-SEPTEMBRE 1964

les travailleurs en france

SOCIETE MOSELLANE de SIDERURGIE (S.M.S. à Hagondange -Moselle)
(voir I.C.O. N° 30 Juin-Juillet 1964- p. 7 et 8).

- d'un camarade de Moselle:

" Quant au problème de la grève de la SMS d'Hagondange, vous en savez autant que nous: la SMS est formée de la fusion de l'UCPMI-Hagondange et de la SMK-Knutange. Si les boîtes et les techniques ont fusionné, les salaires sont restés les mêmes, c'est-à-dire plusforts à Knutange, et c'est pour une égalisation que cette grève a été déclenchée et menée par les syndicats CGT-CFTC. Au cours de la grève, les délégués du personnel (deux plusparticulièrement) ont fait pénétrer dans l'enceinte de l'usine des responsables syndicaux; ce qui a entraîné leur licenciement immédiat. La grève tout en conservant ses revendications initiales s'est alors étendue sur le thème de la défense des syndicalistes, elle a d'ailleurs connu plus de succès à ce moment qu'au départ parmi le personnel de la SMS. Elle s'est maintenant terminée avec les résultats suivants:

- un délégué est réintégré sans histoire
- l'autre est remplacé "honnêtement" dans une autre boîte.
- la revalorisation des salaires à Hagondange sera favorablement étudiée. C'est une "promesse formelle".

Voilà pour l'histoire. Maintenant, les réactions:

A Sollac, nulles; personne ne s'est occupé de cette affaire; les syndicats voulaient déclencher un mouvement de soutien, ils y ont renoncé devant le peu de faveur de cette affaire parmi les ouvriers et employés. Plus particulièrement après le licenciement des délégués. En ville, la population ne s'est intéressé d'aucune façon à cette grève, du moins à Thionville. Il paraît qu'à Metz, durant leur marche de protestation sur la Préfecture, il y aurait eu des "marques de sympathie" (lesquelles?). Toutefois, on retire bien l'impression sur place qu'il s'agit avant tout d'une affaire menée d'un bout à l'autre par les syndicats; affaire n'intéressant en aucune façon les autres boîtes; j'ai constaté que c'est ici une attitude constante les actions restent localisées à leur point de départ, elles ne débordent jamais sur les autres entreprises; non seulement il n'existe pas de solidarité mais encore il n'existe aucune information réciproque; ici la responsabilité des syndicats est flagrante surtout dans ma boîte (Sollac) où ^{nous} ne voyons jamais une réunion syndicale ni des papiers d'information. Peut-être après tout, certains ont-ils intérêt que les actions ouvrières restent toujours bien localisées.. "

LES LICENCIEMENTS:

continuent un peu partout, le capitalisme français poursuit sa transformation (mise en oeuvre de nouvelles fabrications, de nouvelles techniques de production, rationalisation).

Ils ne déclenchent qu'une agitation politique de la part des organisations tant syndicales que "révolutionnaires". Contrairement à ce qu'on essaie de nous faire croire, il n'y a pas d'action réelle des travailleurs contre les licenciements. Tout au plus, peut-on noter une participation aux manifestations sporadiques organisées par les syndicats (et encore pas toujours).

Une majorité de travailleurs acceptent aisément ces licenciements il n'y a pas de chômage et on trouve facilement un nouvel emploi, sans déclassement.. si l'on n'est pas trop vieux et si l'on possède une qualification.

Mais pour une minorité (âgés, non qualifiés, handicapés) variable selon les régions touchées, le licenciement est sinon la misère, du moins le déclassement, la gêne. Il faut bien constater et dire qu'ils se trouvent isolés, qu'il y a une rupture de solidarité entre un groupe de travailleurs qui garde "sa situation" et un autre qui perd "sa situation". Le phénomène du chômage limité très important aux USA qui touche (ou crée) des déshérités sociaux - isolés de ceux qui "travaillent normalement" et incapables d'une lutte sociale (à cause de leur dispersion (sauf pour les Noirs) va t-il se développer en France? Les institutions (Fonds National de l'Emploi, Caisse de Chômage) sont en place pour donner bonne conscience aux dirigeants syndicaux (qui ont œuvré pour les créer) et à tous ceux qui n'entrent en lutte que lorsque leur sort personnel est en cause.

- d'un camarade de La Loire:

Les établissements Bauchoyer et Viollet, et la Société des Forges et ateliers du Creusot (S.F.A.C.) ont décidé de créer une société commune (Journal Officiel du 21/4/64) à laquelle chacune d'elles fera apport de son fonds de commerce dans le domaine de la construction des vannes hydrauliques et des conduites forcées.

Cette opération a pour but de concentrer d'une part, leurs moyens et études et de rechercher à Grenoble, haut lieu de la science hydraulique française, et d'autre part de réunir les moyens de production actuellement à Grenoble à St Etienne et à Chalon-sur-Saône, en une seule usine fortement équipée et bénéficiant d'une localisation géographique lui permettant un approvisionnement facile en matières premières et l'expédition aisée par voie d'eau de matériel particulièrement volumineux et lourd.

Cette concentration placera la nouvelle société au tout premier rang des firmes européennes spécialisées dans ce domaine.

La S.F.A.C. dépend du groupe Schneider. SFAC comprend deux groupes de fabrication:- les constructions mécaniques -(machines outils, compresseurs) qui assurent la production la plus ancienne de l'usine.

- les constructions métalliques ou chaudronneries (vannes de barrages, ponts roulants).

Effectif de l'usine à l'époque de l'annonce officielle: 1200 ouvriers. sont licenciées 540 personnes, dont 470 ouvriers et 70 employés de bureau (seule la deuxième fabrication a été touchée -construction métallique ou chaudronnerie).

Une prise de position intéressante: celle du Préfet de la Loire: "L'opération Schneider se situe dans l'évolution normale de l'économie".

Quant aux ouvriers et leurs familles, qu'ils se débrouillent.

Réactions ouvrières:

- 21 avril: réunion du personnel à l'appel des syndicats; motions de protestations.
- 22 avril: les délégués de la SFAC ont une entrevue avec le Préfet de la Loire.
Le personnel fait une marche sur l'Hôtel de Ville, tout ce qu'il y a de plus légal. (demande à la Préfecture son accord mais dans le silence et la dignité).
- 29 avril: grève de trois heures de l'ensemble de la métallurgie de la ville avec manifestation. Au maximum 2500 métallos devant la Bourse du Travail.
La manifestation ressemble plus à une kermesse qu'à une manifestation de protestation. La grève ne fut suivie que dans les grosses entreprises.
Une nouvelle manifestation, cette fois élargie (avec les agriculteurs, commerçants, etc..) le 25 Mai. Malgré un effort important de propagande, ce fut un échec retentissant: au maximum 1500 personnes furent réunies devant la Bourse du Travail.

Reclassements: nombreuses promesses... ex.: St Chamond offre 200 emplois; résultat: 6 embauchés, tous des professionnels.

Le plus grand nombre d'ouvriers a trouvé du travail tout seul. Mais il reste environ 130 personnes à reclasser, manoeuvres, diminués physiques, etc.. Pour eux, le drame de la SFAC commence dans l'indifférence de la classe ouvrière.

Port-de-Bouc - Chantiers et Ateliers de Provence (chantiers Navals)

actuellement 1200 ouvriers- 250 licenciements en août, d'autres plus tard, de manière à réduire l'effectif à 300 ouvriers en avril 65. Manifestations habituelles sous la direction des syndicats: marche sur Marseille "avec le soutien de la population", blocage des routes pour distribuer des tracts "aux automobilistes" débrayage... La suite est facile à deviner.

Nantes: après les tests des Fonderies de St Nazaire et des Chantiers de l'Atlantique (plus de 1000 licenciés en tout) cela continue, sans aucune réaction sérieuse.

Société Nantaise de Fonderie: 53 licenciements

Omnium technique d'Etudes et de réalisations (OTER): 107 licenciés

Montluçon: Usines St Jacques: 461 licenciés - débrayages, cortèges à Montluçon avec les "personnalités", manifestations lors du passage du Tour de France, etc...

REDUCTION d'horaire

44 heures au lieu de 48 au 1^o septembre. Ce n'est que la suite d'une politique délibérée de transformation et de décentralisation de la Régie.

Renault: Une nouvelle bagnole sera montée à l'usine du Havre et peu à peu les activités sont transférées de Billancourt en province.
Pour bien comprendre ce qui se passe et l'attitude des ouvriers, il faut

se reporter à l'atmosphère des usines, de Billancourt ou de Flins (voir les précédents numéros d'ICO). Là aussi l'accord Renault signé par tous les syndicats en décembre 62 (voir ICO n° 14-janvier 63) permet d'amortir l'effet de la réduction des horaires. Et de laisser sur la panoplie des revendications syndicales "les 40h payés 48 ".

Dans la situation actuelle de l'automobile (concurrence étrangère, concentration envisagée à l'échelle européenne) d'autres "mesures" auront lieu mesures qui s'ajouteront à celles prises depuis plus de deux années, et qui n'ont pas trouvé une classe ouvrière disposée à lutter. Il serait question de licenciements (4.000 ?) à Billancourt.

RATIONALISATION

Le Havre: Lors de la mise en service d'un nouveau cargo "semi-automatisé" l'effectif habituel de 37 hommes a été réduit à 30. Les marins se sont opposés à son appareillage. Le syndicat demandait un "effectif raisonnable" et la fixation des effectifs par un organisme paritaire. Finalement le cargo a pris la mer avec 32 hommes sans que soit résolue la question de la participation du syndicat à la réglementation des conditions de travail.

SALAIRES

Rhodiacéta: textiles artificiels- usine de Bezançon- 3000 salariés.

A la suite d'un "mouvement d'avertissement" déclenché par les syndicats (salaires, conditions de travail, réduction d'horaires des femmes) la direction avait lock-outé certains ateliers. La grève avait alors été totale et a duré du 26 juin au 3 juillet, date de la réouverture de l'usine. Le travail a repris, sans aucune indemnisation avec promesse de discussion des revendications fin septembre. Il semble, pour autant qu'on puisse en juger, que cette grève a opposé CGT-CFTC d'un côté FO de l'autre (qui a déclaré la grève "inopportune étant donné que des négociations sont actuellement en cours sur le plan national").

Surenchère syndicale, dont les travailleurs ont fait entièrement les frais.

Fonderies " Seine et Sarthe" - Tuffé (Sarthe) - extrait du Monde 5/8/64-

"La direction ayant précédemment informé les ouvriers mouleurs qu'ils seraient payés aux pièces, un litige s'éleva aussitôt sur le problème des pièces de rebut, partiellement à la charge des ouvriers. Vendredi dernier eurent lieu plusieurs arrêts de travail. La direction licencia les trente mouleurs de l'établissement, sans préavis, et les accusa de sabotage, le mouvement de vendredi ayant eu pour conséquence la perte d'une partie de la production. Après, elle déposa une plainte au parquet du Mans."

On ne sait pas comment s'est terminée cette lutte contre un patron, style 19è siècle.

PROPAGANDE

Avant les vacances, foisonnement de tracts politiques, pas seulement du PC mais aussi des autres organisations "de gauche": contre la guerre au Viet-Nam (tract PC, SFIO, PSU, CFTC), contre le pouvoir gaulliste (PC, SFIO, PSU) à l'occasion du 14 juillet; à l'occasion de la mort de Thorez "Les sections communistes, le groupe SFIO

(baptisé "organisation générale de la défense"), pas en temps de guerre, mais dès maintenant, en temps de paix.

Un décret du 5 juin 1964 apporte les détails d'exécution à ce que nous considérons comme un contrôle absolu de l'Etat (c'est-à-dire de la police et de l'armée) sur la totalité de la vie de chaque homme.

Réfléchissons bien à ce "service national":

- 1) aux termes du recensement prévu, l'armée aura entre les mains la liste de tous les hommes de 17 à 60 ans, français ou non, inaptes ou pas, avec tous leurs domiciles et leurs emplois successifs, et les renseignements sur l'activité professionnelle.
- 2) Les employeurs sont "tenus de répondre aux questions qui pourraient leur être posées par les autorités civiles ou militaires ". Ceci pour établir un fichier de base et pour le contrôle des renseignements fournis par chacun d'entre nous. On peut faire confiance aux services du personnel pour transmettre les dossiers, que rejoindront sans doute ceux des services de police.
- 3) Les "citoyens du sexe masculin" (tous les étrangers en font aussi partie) de 17 à 60 ans doivent déclarer à la police leurs changements de domicile et indiquer en même temps "les renseignements relatifs à sa situation professionnelle ".

Chaque salarié était déjà fiché chez son patron, à la sécurité sociale, à la Caisse de retraite, au percepteur, à la police (papiers d'identité, ou dossier personnel). Mais maintenant, il le sera d'une manière totale. On peut toujours parler de progrès de la condition ouvrière avec le livret de travail de 1850 ou de monde libre avec le livret de travail russe.

Chacun peut imaginer à quoi peut servir un tel fichier, s'il est bien tenu et si les renseignements transmis sont justes. Et chacun peut comprendre pourquoi si peu de journaux en ont parlé. Et aussi essayer de voir ce que signifie l'objection de conscience dans tout ça.

Ceux que ça intéresse, on peut leur fournir les textes: ordonnance du 7/1/59 et loi du 21/7/62; décret du 23/11/62; décret du 5/6/64.

oooooooo

LES LICENCIEMENTS en LOIRE-ATLANTIQUE

Les abonnés d'I.C.O. recevront avec le prochain numéro un supplément contenant une étude sur les luttes à St Nazaire et Nantes au cours du 1er semestre 1964 et une critique des positions prises par les syndicalistes révolutionnaires (et notamment du tract intitulé l'Appel de Nantes).

Les autres camarades qui désirent le recevoir doivent nous en faire la demande.

...profondément unis par la mort de Maurice Thorez" (tract distribué dans un centre de tri-PIT).

Le PCF publie un tract imprimé et le distribue en grande quantité pour confirmer sa résistance en France dès mai-juin 1940, même avant qu'ils disent ! Nous on veut bien, mais une chose est certaine, nous refusons d'entrer dans ces considérations, ce problème ne nous intéresse pas. Nous n'avons pas à prendre position dans une guerre impérialiste, nous la condamnons et nous sommes obligés de la subir. Pour nous, la Résistance n'était que l'une des formes de participation à la guerre impérialiste à laquelle nous n'avons pas à collaborer. "L'Humanité" et le PCF n'ont pas besoin d'essayer de donner des preuves de leur participation à la guerre impérialiste, nous l'avons toujours constaté sans aucune difficulté, comme les autres formations, le PCF fait partie intégrante de ce qu'on appelle la bourgeoisie française. Que ce soit du côté d'un impérialisme ou d'un autre impérialisme, la question pour nous reste la même nous sommes contre et nous nous opposons encore. Aujourd'hui encore, nous avons plusieurs systèmes d'exploitation en présence, sans doute, (USA, URSS, etc..) nous sommes contre tous les systèmes d'exploitation qui pour nous ne font qu'un en tant qu'exploiteurs.

Sur le plan des revendications, on retrouve le même souci de revaloriser la fonction politique:

"Pour la satisfaction de vos revendications: la CGT vous appelle à développer la campagne d'interventions en direction des députés .

(tract CGT-Fédération Nationale des PTT- diffusé le 8/7/64).

NAVIGATION AERIEENNE

grève des contrôleurs de la navigation- 23 juin- 2 Juill et.

Le déclenchement de la grève, c'est-à-dire son motif est certainement contestable. (il s'agissait de protester contre la traduction en conseil de discipline d'un contrôleur représentant syndical CGT et d'empêcher le vote d'une loi interdisant la grève). Mais pour la suite, il faut relever quelques enseignements. Une nouvelle fois, il s'est avéré que la réquisition n'avait aucune valeur. Il semble que les militaires aient été incapables d'assurer le trafic aérien. Le gouvernement en difficulté, aussitôt les syndicats viennent à son secours en donnant l'ordre de reprise du travail, en donnant un vulgaire prétexte: il ne faut pas laisser faire un travail civil par des militaires !!! Il faut également enregistrer que les contrôleurs ont immédiatement repris le travail, ils ont exécuté à la lettre l'ordre syndical, mais le fait est certain, il y a eu au grand jour collusion syndicats/gouvernement.

L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE

Nous avons déjà souligné dans I.C.O. N° 20-juil 63), le danger pour les travailleurs, de la mise en place du nouveau système de mobilisation civile

dans le monde les travailleurs

GRANDE BRETAGNE

postiers: encore une fois autant pour les crosses
(traduit de Direct Action, août 64)

Sous la menace d'une grève générale, le gouvernement a trouvé rapidement une solution avec le syndicat, mais, 6.5% laissent toujours les postiers en arrière et plus d'action aurait permis de gagner les 10%. Voici le fond de l'histoire.

Dans l'édition de Mai de "Direct Action", nous rapportions que Ron Smith avait obtenu, pour esquiver le conflit dans les postes, son "comité d'enquête". Ce comité d'enquête devait interpréter un paragraphe parlant de "bonnes comparaisons" (pour les salaires).

L'entreprise entière paraissait bien suspecte, maintenant elle pue positivement, et les postiers détestent tant la puanteur que beaucoup d'entre eux ont pris l'action directe à la base.

Une indication sur l'atmosphère à la base est donnée par l'éditorial "Salaires" dans "Padd Notes" (juillet) journal du Paddington Section, affilié à l'UPOW (syndicat des postiers). L'article, écrit avant que l'offre généreuse du gouvernement de 4% ne mette le feu aux poudres, se termine ainsi:

"Finalement, est-il jamais venu à l'esprit des syndiqués qu'il ait fallu dix ans à notre syndicat pour demander une enquête sur l'interprétation du rapport de la Commission Royale? est-il jamais venu à l'idée des syndiqués pourquoi nous sommes restés en arrière, en dehors de toutes les industries durant des années, bien que nous, les postiers, sommes la majorité de notre syndicat? Sans doute les syndiqués accuseront le secrétaire général, mais il doit être signalé que nous sommes le syndicat et non le secrétaire général ou les chefs rétribués de notre syndicat. Nous élisons 19 membres chaque année au Conseil Exécutif National pour défendre ensuite nos intérêts. Ces 19 membres sont la majorité à n'importe quelle réunion du Conseil Exécutif National et ils viennent des sections du syndicat et devraient être pleinement conscients de la volonté d'un quelconque syndiqué de la base. Cela nous amène au point où nous devrions nous demander si nous sommes représentés et si oui, pourquoi sommes-nous la lanterne rouge dans le domaine des salaires.

" Peut-être maintenant que nous avons donné au Conseil Exécutif la consigne d'en appeler à la grève, nous pouvons devenir davantage un militant du syndicat, mais pourquoi en 1961, le Conseil Exécutif s'opposa à la motion lui donnant la consigne d'en appeler à la grève? Peut-être ne voulurent-ils jamais en prendre la responsabilité, mais après tout, les bons dirigeants doivent accepter la responsabilité qui vont avec leur emploi ".

De Wolverhampton, un des premiers centres de l'action, un postier syndicaliste rapporte:

"Le départ de la grève, le samedi matin 11 juillet fut un mouvement spontané, contre l'avis du secrétaire de la section syndicale, et à la réunion qui suivit, le bureau de la section était dans l'inquiétude que l'affaire sorte entièrement de leurs mains; ils durent déclarer l'arrêt "officiel", dans tout le secteur intéressé; un cas classique de conduite, poussé par derrière.

"Les dirigeants appelèrent à une grève unie, et forte, et disciplinée, sans action individuelle, ou de militant non officiel et une stricte adhésion aux

"ordres du syndicat national.

"Le dimanche 12 juin, le directeur des Postes informait le secrétaire de l'UPOW qu'il avait ordre de sortir la directive "d'arrêt de paie" et alors, le secrétaire nous avisa tous de rester dehors jusqu'à ce que nous ayons obtenu le retrait de la note et de la directive d'avoir à signer un papier nous engageant à faire des heures supplémentaires obligatoires, sans limite de durée, et pour n'importe quel poste. Ceci fut obtenu, et nous avons repris le travail le 14 juillet en refusant de faire les heures supplémentaires, ce qui jusqu'à maintenant, a eu un plein succès. Le seul jour "officiel" de grève, le 9 juillet, fut suivi à 100%. Albert Williams (secrétaire de la section) et d'autres qui allèrent à la manifestation de Birmingham, où tous les secrétaires des sections des Midlands siégeaient sur l'estrade et introduisaient la séance. Williams fut le seul à recevoir une ovation debout.

"La spontanéité de l'action directe à la base secoua la rigidité de chacun, y compris les dirigeants de l'UPOW. Actuellement, l'esprit de compromis n'est pas dans l'air. La base tient tout dans ses mains, 10.5% ou rien. 10.5% élèverait le salaire de base à la somme princière de 14 livres sterling (grade supérieur). Hors de Londres, où OT est impossible à obtenir, la paie remise à la maison serait d'environ 13 livres.

"Si plus tard un comité d'enquête était nécessaire, il devrait être pour l'unique proposition d'expliquer aux femmes de postiers comment faire bouillir la marmite d'une famille avec 13 livres par semaine. La sécurité de l'emploi est une chose; la sécurité dans une pauvreté relative en est une autre.

U.S. A.

(du Monde 30/5/64)

Ce bref écho, bien qu'incomplet, permet de mesurer la tension sociale aux USA, actuellement. (tension que l'on retrouve dans le problème noir - dont nous reparlerons).

" Etat d'urgence à Hillsdale (Michigan) après des troubles sociaux:

M. George Romney, gouverneur du Michigan, a décrété jeudi soir l'état d'urgence à Hillsdale, à la suite d'incidents provoqués par des grévistes devant la prison de la ville.

" Cent quatre-vingts ouvriers d'une usine de la ville sont en grève depuis trois mois. A la suite de l'arrestation de trois de leurs collègues, les grévistes et leurs familles, auxquels s'étaient joints d'autres manifestants, ont marché sur la prison de la ville, qu'ils ont bombardée de pierres, pour protester contre l'arrestation de deux ouvriers et d'une femme.

" Soixante policiers de l'Etat et des adjoints du shérif sont venus à l'aide de la force de police de la ville, sept hommes au total. Le gouverneur a ordonné la fermeture de l'usine pour une durée illimitée et interdit les piquets de grève. "

GUYANE BRITANNIQUE

(du Monde 28 juillet):

dans une grève dirigée par un syndicat contre un autre syndicat, pour obtenir la "représentation légale", le rôle véritable du syndicat dans la société apparaît clairement: être un organisme dépendant du pouvoir politique et dominant ses "membres" par la contrainte (violence, contrainte économique ou politique):

" La grève des ouvriers des plantations de canne à sucre, en Guyane

"Britannique, qui a duré cent soixante-et-onze jours, a pris fin samedi.

"Déclenchée par le syndicat Guyana Agricultura Workes Union (qui bénéficie de l'aide du premier ministre Cheddi Jagan) pour appuyer une demande tendant à donner à cette centrale le pouvoir de représenter légalement les ouvriers des plantations, pouvoir réservé jusqu'à présent à la centrale rivale et anti-Jagan qu'est la Manpower Citizen Association, la grève qui vient de prendre fin avait donné lieu à de violents incidents entre les communautés de souches africaine et hindoue et entraîné la mort de plus de cent soixante personnes.

" La question de savoir laquelle des deux organisations syndicales rivales sera habilitée à représenter les intérêts des vingt deux mille ouvriers du sucre sera tranchée par une commission d'enquête dont la création a été annoncée par le secrétariat du premier ministre.

" Cependant les violences ont fait encore quatre morts et dix-neuf blessés dimanche ".

oooooooo

licitions

DES CAMARADES ont assisté

à la réunion des japonais (victimes de la bombe A) au crique d'hiver de Juin 64. Ces réunions peuvent être faites parce qu'elles correspondent aux désirs des deux Grands (malgré la police, comme dit "Liberté"). Ce sont des réunions qui cadrent avec la politique internationale générale actuellement USA/URSS. L'accent est mis uniquement sur le fait de la bombe atomique, les deux Grands désireraient certainement diminuer leurs dépenses dans ce cadre et lancent ainsi leur propagande ou laissent faire. Si l'un des orateurs a dénoncé toutes les guerres sans exception (Monod) les autres se sont astreints à ne dénoncer que la bombe atomique et à engager le gouvernement français à signer le traité de Moscou, c'est-à-dire statu-quo pour ceux qui détiennent les armes atomiques, interdiction pour les autres, ce passage a toujours été applaudi par la salle qui comprenait entre 600 et 800 personnes. C'est tout à fait la réaction de ceux qui veulent bien se battre parce qu'ils sont les plus forts, ils ont peur de se retrouver à égalité. Donc un coup d'épée dans l'eau pour une propagande pacifiste réelle, comme d'habitude. C'est vraiment emmener tout le monde en bateau de faire de cette façon, de parler de bombe atomique sans parler d'autre chose, ils prennent bien les gens pour des cons, ce n'est pas sérieux et en un mot cela ne fait que perpétuer la mystification des Grands pour leur exploitation de la planète.

REUNION INTER-ENTREPRISE PARIS

21 Juin 64- 11 camarades présents (assurances générales- employés, Jeumont, métallos, Mors, PTT, Renault, Sud-aviation.)

Echange d'informations d'entreprises.

Discussion sur l'Appel de Nantes et la réunion organisée à Paris par les trotskystes (groupe Lambert) et les anarcho-syndicalistes (tendance Hébert). Cette discussion est reprise dans les commentaires sur les grèves de Nantes).

Un camarade de Thionville a été arrêté lors du passage de De Gaulle en Moselle (voir Le Monde Libertaire de Juillet 64).

Des camarades d'I.C.O. ont assisté à une réunion organisée les 22 et 23 août par des camarades de Normandie sur le thème: " Le rôle des idéologies et organisations révolutionnaires dans les mouvements insurrectionnels de masse". 10 camarades de différentes tendances participaient à cette discussion très ouverte qui s'est orientée sur une sorte de tour d'horizon approfondi; il est difficile de résumer ici les positions exprimées. Les participants sont tombés d'accord pour tenter de poursuivre le contact et le dialogue en dépassant le terrain habituel de discussion (politique, syndical, entreprise, etc..) et en abordant chaque question comme une partie de la totalité sociale. Il a été prévu la rédaction de textes qui, partant d'un centre d'intérêt (lutte de classe, problème sexuel, la famille, l'éducation, etc..) essaierait de le situer dans le contexte total social et individuel en formulant toutes les interférences possibles. Une autre réunion est envisagée sur le ou les sujets précis que l'échange de ces textes aura pu dégager.

oooooooo

les syndicats

L'INTEGRATION des SYNDICATS en FRANCE (suite)

- 1- Commissions du 5ème plan: (Bureaux et organismes d'études techniques) membres syndicalistes: BIANQUIS, cadre CGC, COTTAVE, secrétaire général de la Fédération FO des ingénieurs et cadres, REY André du bureau syndical des ingénieurs et cadres de la métallurgie CGT. (du 23/6/64).
- 2- Récompenses: du 26/6/64.
Légion d'Honneur pour CHARRERON Georges, secrétaire fédéral des employés et cadres FO, CHONION Jacques, secrétaire général de l'union de la région parisienne FO, SINJON Henri, secrétaire général de l'union régionale parisienne CFTC.
- 3- Nominations: au conseil d'Etat: BOTHEREAU, ex-secrétaire général FO BOULADOUX, président honoraire CFTC.

Le cas Bothereau, qui entre au Conseil d'Etat: une nouvelle preuve que les motions de syndicats, les motions de tous congrès, politique ou syndical, ne servent absolument à rien. Si le congrès CGT FO, dans sa motion s'est opposé à l'intégration, si les "intégrationnistes" ont été battus, il n'en est pas moins vrai que ces motions sont ridicules, ce sont les intégrationnistes qui ont raison et qui l'emportent, le syndicat ne peut subsister dans la société actuelle que s'il s'intègre. Les anarcho-syndicalistes et autres opposants de gauche peuvent pleurer ou tempêter autant qu'ils veulent, la réalité est là, les motions ce sont des chiffons de papier comme toujours, les faits commandent et ces opposants ne sont

pas dans la réalité du jour; ils font leur numéro ils apportent une apparente démocratie à l'organisation, ensuite, lorsqu'ils ont servi le temps qu'il fallait ils sont purement et simplement rejetés pour ce qu'ils sont réellement: RIEN.

Si la CGT n'est pas encore admise au Conseil d'Etat, cela ne veut rien dire, son tour viendra. De Gaulle a toujours été reconnaissant envers les loyaux serviteurs et la meilleure preuve est Thorez. La CGT ne repousse pas cette intégration, elle regrette simplement d'être laissée pour compte et voit dans ce phénomène une injustice, sans plus.

4- Le fric de l'Etat: pour les syndicats:

Les mêmes remarques peuvent être faites au sujet de "l'aide gouvernementale à la formation des syndicalistes": 700 millions (A.F.) prévus dans le budget 64 pour ce que les intéressés appellent de façon équivoque "la formation ouvrière". La CFTC a déjà reçu 250 millions, FO 200 millions, la CGT seulement 15 millions. D'où pleurs et polémiques de Fraichon dans l'Humanité: non pas parce que FO et CFTC touchent l'argent de l'Etat mais parce qu'ils n'ont pas droit à leur part de gâteau. Ils ne condamnent jamais le fait de toucher l'argent du pouvoir mais disent bien eux ils ont touché tant, et nous, nous n'avons que cela. On a même eu droit à un tract imprimé distribué dans les entreprises.

Le simple bon sens force à admettre que l'Etat capitaliste ne donne pas d'argent à ceux qui formerait des militants contre ses intérêts. Pour FO et la CFTC, cela va de soi, pour la CGT, elle s'évertue présentement à démontrer qu'elle est "digne" d'en recevoir autant, proportionnellement à "son influence".

La répartition n'est pas sans intérêt: de 1953 à 1960, 9 millions (A.F.) de fric américain (du gouvernement s'il vous plaît) coulèrent dans les caisses de FO et de la CFTC répartis par le Comité National de la Production créé en 1950, auquel participe CFTC et FO (alors les anarcho-syndicalistes de FO, et l'intégration?). Mais ce pactole s'est tari sans doute à cause de l'orientation anti-américaine de la France sous la houlette Gaulliste (900.000 A.F. seulement en 63). A des instituts du travail dépendant des universités mais dont les syndicats se félicitent, 100 millions en 64; pour leurs centre "de formation ouvrière" 110 millions à FO, 113,5 millions à la CFTC, 50 millions à la CGC. Les syndicats agricoles ne sont pas oubliés au titre de la "formation économique et sociale", 54 millions à la FNSEA, 45 millions aux jeunes agriculteurs, 35 millions pour la coopération agricole, 22 millions pour la Jeunesse Agricole Chrétienne, 4 millions pour les Jeunes patrons, etc... 35 millions pour la CFTC, 6 millions pour la CGT et 14 millions pour FO. Et s'il en reste, c'est pour les organisations de jeunesse (UNEF, JOC, etc..) dont les membres continuent leur carrière dans les syndicats.

5- Accords d'entreprise:

Usines Berliet: 25 juillet, signé par CGT- CFTC- FO, cadres- complète celui de 1961, touche 13.000 salariés.

Institution d'un minimum mensuel net de 550 Frs, d'une nouvelle catégorie de mensuels (P2 et P3), d'aménagements en cas de maladie, de congés éducation, pour les cadres syndicaux (10 bourses de 12 jours égales aux 2/3 du salaire à chacune des organisations); fonds de garantie de ressource en cas de réduction d'horaire (actuellement 45 heures).

L'utilité des conventions collectives- textiles

-du Monde 19 juin: les soixante et un jeunes ouvriers chargeurs d'une usine de textiles de Nomexy dans les Vosges, qui débrayèrent une heure la semaine dernière, parce qu'ils estimaient leur travail trop pénible, ont reçu leur lettre de licenciement. Dans cette lettre, la direction précise qu'en cessant leur travail ils ont contrevenu à l'article 86 de la convention collective qui prévoit

qu'un délai de dix jours doit être observé entre le moment du débrayage et celui où la commission de conciliation est saisie.

Les délégués syndicaux contestent cette thèse et déclarent que la commission de conciliation s'est réunie dans les délais pour examiner les conditions de travail des chargeurs, estimées trop pénibles ".

LES SYNDICATS en ALLEMAGNE de l'OUEST

(extrait de "Défense de l'Homme")

"Il existe en Allemagne une seule centrale ouvrière, la Deutsche Gewerkschafts Bund. Certains syndicalistes français qui propagent la mystique de "l'Unité" feraient bien d'étudier de près le syndicalisme allemand. Ils se rendraient compte que la montagne unité a accouché là d'une souris.

Le taux de syndicalisation, en Allemagne, est bien plus élevé qu'en France: 35% contre 25%. En dehors de la D.G.B. il y a pourtant quelques syndicats autonomes: la Fédération des Fonctionnaires (500.000 adhérents) et celles des Employés (480.000) par exemple.

Inutile de dire que la grande centrale syndicale allemande n'est pas du tout animée par les principes de lutte de classe. Le président actuel, Ludwig Rosenberg, est partisan de la fameuse association capital-travail. Le dirigeant du syndicat du bâtiment, Georg Leber, est également un chaud partisan de cette "nouvelle voie syndicale".

La D.G.B. est elle-même envahie par la bureaucratie. Avec les seize fédérations qui la composent elle emploie un effectif de 7000 employés. Les cotisations syndicales sont élevées. Chaque salarié donne la valeur d'une heure de travail par semaine. Véritable puissance financière, la D.G.B. possède une banque, la Bank für Gemeinschaft, qui est la quatrième banque privée d'Allemagne, après la Deutsche Bank, la Dresdner Bank et la Commerz Bank. C'est elle qui vient de racheter une partie du Konzern Hugo Stinnes.

Par l'intermédiaire des coopératives de consommation les syndicats allemands participent à plus de 9000 commerces de détail. Ils possèdent 150.000 appartements. Ils ont la deuxième compagnie d'assurance vie en Allemagne. On les retrouve dans presque toutes les branches de l'industrie et du commerce et notamment les pêcheries, l'alimentation, l'édition, les agences de voyage, l'Hôtellerie, etc.. Les syndicats entretiennent en outre, un Institut syndical d'études économiques qui compte une cinquantaine de professeurs qui forment, disent les dirigeants, de véritables "techniciens de la négociation".

La tendance actuelle des syndicats allemands est approuvée par le gouvernement. Elle trouve un accueil très favorable auprès du patronat. Inutile de dire qu'il ne faut pas compter sur ce syndicalisme si fortement intégré à la "vie industrielle et commerciale" du Nouveau Reich, pour s'opposer à la politique des armements."

Dans un cas concret, voici le fonctionnement du syndicat tel qu'il est ainsi décrit:

(extrait du Monde - 30/6/64)

" L'industrie allemande de l'Ouest a remporté juste avant la période de vacances un indéniable succès. Elle a, en effet, réussi à conclure avec le plus puissant et le plus actif des syndicats allemands celui des métaux (I.G. Metall) un accord sur les salaires valables jusqu'au 31 décembre 1965.

Cet accord élimine l'éventualité d'une répétition à la rentrée prochaine des grandes grèves de 1963 dans le sud-ouest de l'Allemagne alors que depuis plusieurs mois la menace en était agitée de différents côtés. Cette menace avait paru se préciser depuis quelques semaines, le syndicat des métaux étant engagé dans une dangereuse épreuve de force avec les usines Ford de Cologne, dont la

"direction se refusait à régler avec lui les différentes questions concernant le rythme du travail aux chaînes de montage.

"..l'accord prévoit une augmentation des salaires.

"..En contrepartie, le syndicat des métallos a accepté de retarder au 1^o juillet 1966 le raccourcissement de la durée du travail légale de quarante et une heure un quart, niveau actuel, à quarante heures.

"Pour régler le conflit particulier entre Ford et I.G.Metall, les partenaires se sont entendus pour recommander à leurs mandants respectifs de conclure un accord supplémentaire sur les salaires et la durée du travail chez Ford. Dans une déclaration à l'agence D.P.A. le chef de la délégation des entreprises Schleyer s'est réjoui " de voir l'abaissement du temps de travail repoussé à l'année prochaine", et a précisé que cette concession représentait pour les industries métallurgiques allemandes l'économie de cent mille nouveaux travailleurs. "

Faut-il commenter? Où passe la réduction de la durée, du rythme du travail?

oooooooo

correspondance

- d'un camarade de Paris:

"dans le dernier numéro d'I.C.O. vous avez intercalé le N° 55 du Bulletin Assurances Générales, traitant sur un cas concret, des conséquences de l'automation. Je travaille dans une caisse de crédit où un ordinateur doit être introduit en 1965 et où une réorganisation des services est en cours. Pour informer les quelques camarades avec qui j'essaye de me défendre, il me serait utile de posséder quelques exemplaires de ce bulletin. "

- d'un camarade de la Loire:

" J'ai bien reçu votre lettre et les différents exemplaires d'informations ouvrières. Je trouve le travail que vous réalisez très intéressant et dans la mesure de mes faibles moyens (car j'ai bien peu de temps libre) je veux bien vous aider. J'ai bien apprécié le souci d'objectivité (lettre du camarade délégué chez Renault) ainsi que votre dernier édito, analyse que je partage sur le travail des camarades de Nantes, anarcho et trotskystes. Je vous joins un topo sur l'affaire SFAC qui peut être utile. Au sujet de la diffusion, je ne vous promets rien. Je vais faire passer des exemplaires aux délégués et syndicalistes que je connais. Dans la mesure où ça marchera je vous demanderai plusieurs exemplaires de chaque numéro d'information "

- d'un camarade des Bouches-du-Rhône:

" Je vous ai écrit jusqu'à présent, sur le mode critique. Aussi m'est-il agréable aujourd'hui, de vous féliciter pour le très intéressant cahier "La Russie" Le témoignage du facteur de l'Ardèche est excellent. Un témoignage ouvrier de cette qualité est préférable à beaucoup de dissertation d'intellectuels. J'approuve de tout cœur, vos conclusions des pages 29-30. Autre chose: 1°) merci pour la lettre du camarade d'Alger, vraiment trop confus. 2°) Je vous signale un texte sur l'Autogestion en Espagne révolutionnaire dans "Révolution Africaine", N° 74 du 27 juin. 3°) je vous signale l'admirable livre d'Albert Meister sur l'autogestion en Yougoslavie (Seuil) Vous devriez en faire une analyse de fond. "

-Correspondance avec un camarade belge:

Ce camarade anime en Belgique la Ligue Internationale Engels-Marx (LIEM) dont nous avons parlé; la longueur de l'échange de correspondance nous oblige à ne publier que des extraits. Voici comment ce camarade exprime ses idées tout en critiquant l'aspect qu'il juge trop empirique d'I.C.O.:

"Il est déplorable que vous ne puissiez faire étudier Engels, Marx, par vos amis. Non pas pour les river aux idées d'Engels, de Marx, mais pour les obliger à réfléchir, à analyser, à critiquer. Service non seulement excellent mais indispensable. Si avant 1914, après 1918 nous avons été à cette école en grand nombre, Lénine n'aurait pas sa momie comme un pharaon, phare Rouge. Et la Révolution russe aurait été, non pas une simple insurrection politique donnant le pouvoir aux "cardinaux" du parti, mais une révolution socialiste qui eut permis aux travailleurs de garder le pouvoir conquis par eux. Tout est perdu; tout est à recommencer; les regrets sont superfétatoires. Notre Manifeste N° 3 du 1/5/64 vous en dira davantage.

"Votre "formation antérieure" était dans sa substance et dans sa forme, identique à celle de tous les autres militants: nulle. Nous sommes tous passés par là. Nous ne savions pas, nous ne pouvions penser comme le firent Engels, Marx. Nous étions des perroquets sans formation théorique, surtout philosophique. Regrets inutiles. Et cependant -il y a longtemps de cela- lorsque je vis clair, malgré mon âge, j'ai pleuré de honte. Avoir été roulé comme ça, par des Lénine, des Trotsky, des Staline !! Nous fûmes bêtes. Par manque d'instruction. Voilà pourquoi il faut vous instruire .

"Voir les choses prosaïquement, empiriquement, dans les détails quotidiens de leur "pratique" oui; mais il faut passer du particulier au général; il faut extraire la théorie des enseignements de la pratique, sinon ça ne sert à RIEN d'enregistrer des phénomènes dont vous n'extrayez pas les lois générales. La sociologie science des phénomènes sociaux, comme toute science objective, a pour but de découvrir les lois, c'est-à-dire les rapports invariables , qui unissent ces phénomènes. Et comme vous êtes aussi intelligents que moi, que mille autres, et pas moins intelligents que Staline ou Lénine, vous vous réussirez dans l'étude là où d'autres ont réussi. Il faut le temps, la volonté, l'obstination, la méthode. La méthode, nous vous la donnons; appliquez-la. Sans formation théorique, surtout philosophique, vous n'avancerez jamais d'une ligne. Vous avez le temps d'étudier car la révolution, je devrais dire LA révolution, n'est pas pour demain. Votre bulletin deviendra meilleur dans la mesure où vous deviendrez théoriciens et capables d'enseigner la théorie aux autres".

Un de nos camarades a fait pour I.C.O., la réponse suivante:

"Nous avons bien reçu ta lettre et nous avons vu que les numéros d'I.C.O. t'ont intéressé. Evidemment, il est nécessaire d'étudier, d'étudier plus encore, mais aujourd'hui, il paraît à nos yeux que l'étude d'Engels et Marx, n'est plus suffisante. Le marxisme de Marx a cent ans, c'était peut-être la théorie la plus avancée à l'époque mais il est certain que depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, qu'il est nécessaire de mettre à jour cette théorie, sinon c'est de la stagnation, du conservatisme ce qui semble être tout le contraire de ce que pourrait exprimer Marx. Il y a eu depuis l'électricité et bien d'autres choses, il y a eu des expériences comme la Révolution Russe qui peuvent nous être utiles et que les pontifes Engels et Marx n'ont pas connues. Nous ne pouvons pas considérer la théorie Marx-Engels sans considérer les formes prises par le "marxisme" ensuite et qui se greffent sur la première forme. Aujourd'hui le marxisme comme toutes les religions a donné naissance à de nombreuses sectes et c'est celle-là que nous voyons tous les jours. Remonter aux sources ne sert à rien ou alors il faut remonter plus loin et reprendre l'étude des socialistes dits "utopistes" qui nous apporterait peut-être plus de choses que l'étude de ce socialisme de Marx dit "scientifique".

"Les camarades d'I.C.O. se sont rencontrés sur la base du travail,

"tous ont été des militants sur leur lieu de travail, tous ont eu des expériences différentes et semblables, tous ont des connaissances inégales sur le plan théorique et viennent d'horizons politiques différents. Les uns viennent de l'anarchisme, d'autres du marxisme, d'autres des communistes de conseils, d'autres encore essayent simplement de comprendre sans avoir opté pour l'une ou l'autre des théories qui se réclament du mouvement ouvrier. Les théories de Gorter et de Pannekoek, par exemple, tout en se réclamant du marxisme, ont l'avantage d'avoir eu connaissance de la Révolution Russe et de s'être opposées dès le départ aux conceptions bolcheviques.

"ICO est naturellement en France le seul organe qui repousse le mythe du syndicat et du parti. Cela n'est pas facile, il te paraît sans doute plat mais les camarades qui le rédigent travaillent tous les jours, ils essaient de voir clair comme toi. Pour nous, comme pour toi d'ailleurs, Partis et Syndicats ne peuvent nous mener à une fin de l'exploitation. Tous les camarades d'I.C.O. sont venus sur cette base après des expériences personnelles dans leur travail, après avoir souvent mené des luttes sur leurs lieux de travail, cela a autant de valeur que n'importe quelle théorie. Il y a eu naturellement des essais précédents en France même; c'est sans doute bien tard après les exemples de l'Allemagne ou de la Hollande, après les grèves sauvages d'Angleterre ou d'ailleurs mais, au sein de la classe ouvrière, il semble que le rôle réel des syndicats ne commence à se faire jour qu'à la suite de la grève des mineurs de 1963 avant ce n'était que quelques militants isolés qui étaient parvenus à s'en rendre compte. Depuis la grève des mineurs la situation a changé et ce sont de nombreux ouvriers qui ont été heurtés par la politique syndicale....

" .. C'est une question importante pour nous, la révolution doit elle être menée par des minorités agissantes ou par les intéressés eux-mêmes, nous avons fait notre choix, seuls les exploités peuvent mener une révolution socialiste à bien. Comme toi d'ailleurs nous pensons que l'action ouvrière se passe en dehors des partis et des syndicats, que ces organes ne sont que des appendices au service de nos exploités.

....
" Mais il faut comme tu le dis, que ces conceptions pénètrent dans les cervelles. De quelle façon, c'est là la question et I.C.O. essaie dans la mesure de ses possibilités d'y parvenir. "

La suite de la correspondance s'est allongée de part et d'autre en accrochant sur des points de détail qui n'apportent rien de plus que les positions exprimées par ces deux camarades. Non que ces points manquent d'intérêt, mais c'est beaucoup trop long pour la dimension d'I.C.O. Nous pouvons transmettre l'intégralité de cette correspondance --en communication-- à tout camarade qui nous en fera la demande.

oooooooooooo

NUMEROS SPECIAUX d'I.C.O.

ESPAGNE 63: (en collaboration avec NOIR & ROUGE)

LA RUSSIE: . témoignage et critique.

envoi contre virement au cep. 20147-54 PARIS ou
envoi de 4 timbres (par numéro).

publications

LIBERTE : (social, pacifiste, libertaire) - Juin 64 - Lecoq, 20 Rue Alibert, Paris.
suivez l'action en cours pour la libération de l'Espagne - les syndicats
peuvent unir l'Espagne - servir César et flatter Caliban.

LUTTE DE CLASSE : (groupe de liaison pour l'action des travailleurs).
Jean Renault - 75 Rue Blanche, Paris, 9^e.
Juin-Juillet 64.
La stabilisation: une défaite ouvrière - des ouvriers "arriérés"
les belles promenades.

NOIR ET ROUGE : (cahiers d'études anarchistes-communistes).
(Lagard - B.P. 113 - Paris, 18^e) - N° 27 - Juin 64.
Ugo FERRI - Individualisme - La première Internationale en Espagne.
Front Populaire - Révolution manquée - impressions d'un récent voyage
en Israël - France-Angleterre et anarchisme.

LE DANGER RA-
DIOLOGIQUE : (Jean Pimoro - Crisenoy - S. & M.)
N° 7 - 2^e trimestre 64.
Divers textes et polémiques sur les examens radiologiques.

FAITS et DOCUMENTS
sur L'AFRIQUE du
SUD : (publiés par le Comité Anti-Apartheid (B.P. 16 Issy-Seine)
Ce qui se cache derrière le procès de Rivonia - La répression et
les lois racistes.

JEUNES LIBERTAIRES : Marc - 24 Rue Ste Marthe - Paris).
N° 47 -
Macabre actualité ou sombre avenir. - blouson noir, mon camarade - un
bachelier nommé Wallès - sur le couple - marxisme contre anarchisme
Espagne 63 - efficacité -

POUVOIR OUVRIER : (pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire)
22 Rue Léopold Bellan - Paris - N° 61 -
Le présent qu'ils nous imposent - l'avenir qu'ils nous préparent -
Les travailleurs et la consommation - aux Asturies - les mineurs du
Kentucky - la réunion de l'Appel de Nantes -
N° 62: pourquoi militer aujourd'hui - (prolétariat et bureaucratie)
la grève des contrôleurs de la navigation aérienne - le ministre et
les syndicats - chauffeur livreur à Paris -

ILE DE FRANCE : (bulletin de l'Institut Pédagogique de l'École Moderne)
N° 57-58 - JUIN 64 - M. Delalande, 8 Allée Roland Garros - Orly.
divers textes pédagogiques - naissance d'une B.T. - comment démarrer
les techniciens - Trilob - une note de lecture sur I.C.O. qui rappelle
l'appel lancé pour une liaison directe entre instituteurs (-N° 24 et 26)

L'ECOLE EMANCIPÉE: (tendance syndicaliste révolutionnaire de la Fédération de l'Éducation nationale - autonome)
N° 20- 27/6/64- Merrien- Flestin les Grèves- C.D.N.
Congrès du SNI.

LE MONDE LIBERTAIRE:

(organe de la Fédération anarchiste)
N° 103- Juillet 64- 3 Rue Terneaux- Paris-
La stabilisation- l'anarchisme espagnol- grandeur du roman populaire
l'Algérie est-elle socialiste- surréalisme et anarchisme- marcher
avec son temps-

VOIX OUVRIÈRE:

(pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire)
30/6/64 N° 17- 29 Rue de Château Landon- Paris 10è.
Accords maison ou conventions collectives. Le P.C. chinois aurait
43 ans- pavillon rouge- échos de 36 entreprises.

LE COURRIER
MARXISTE

:(bulletin d'études et d'informations)
N° 36- Juin 64- Bayvet; 4 square A. Bartholomé- Paris 15è.
Permanence du parti communiste français- (critique du 17è congrès
du P.C.F.)

ETUDES ANTI-CO-
LONIALISTES:

(fiches d'information N° 15- B.P. 16, Issy-seine)
Afrique du sud- la politique de sabotage et l'Unkonto- Neslon Mandela
parle

DIRECT ACTION:

(en anglais) (mensuel de la section anglaise de l'Association Interna-
tionale des travailleurs -34 Cumberland Road E 17- Londres) Juillet 64
Lutte contre les représailles- fusions syndicales dans le bâtiment
la conscription une menace de n'importe quel parti- Espagne, Franco
perd prise- l'usine pour la paix- le chômage dans les secteurs automa-
tisés- Le Parlement, le sceau de l'esclavage-

CAHIERS de l'HUMA-

NISME LIBERTAIRE: (revue mensuelle d'études sociologiques) Ottié, 21 Rue de Mathurins
Bièvres, S.&O.

N° 103- Juin 64- Devant les plans nouveaux- le marxisme et ses erreurs
culture- autour de l'Etat- le syndicalisme- enquête sur la lutte des
classes-

N° 104- Juillet 64- Recul- l'épée du scandale- le marxisme et ses erreurs-
autour de l'Etat- enquête sur la lutte des classes-

FRONT NOIR :

(B.P. N° 9 Paris 12è)- cahiers Nos 4 et 5 Mai 64
Haute vigilance- caractère général d'une décadence- les conditions
de la révolution socialiste- réponse aux critiques de Front Noir-
réflexions sur l'utopie et la révolution- les mots perdus- histoire
d'un catalyseur- trois tracts- notes critiques à propos de Marxisme
et communisme-

LE COMBAT SYNDICA-

LISTE:

organe de la Confédération Nationale du Travail- 24 Rue St Marthe
Paris 10è.
22/7- N° 307- article de J.B. sur l'unité syndicale- est-ce vraiment
une différence d'idéologie qui empêche l'unité syndicale? Les idéologies

ne sont là que pour masquer les autres divergences, idéologie ne veut rien dire- tant qu'il peut y avoir des différences de conceptions pour diriger la société et l'Etat, il y a différents syndicats, bon gré, mal gré, devront faire leur unité, quelque soit leur idéologie les diverses centrales n'auront plus leur raison d'être.

30/7: art. de René Villard sur Personnalité et Hiérarchie- c'est l'apologie des minorités agissantes, quelle différence avec les bolcheviks. Qui peut garantir qu'un groupe minoritaire sera mieux que l'autre, pour-quoi penser qu'il sera plus honnête, pourquoi compter sur l'influence de ces minorités. Pourquoi parler de trahison des communistes, c'était une "minorité" qui avait d'autre but et d'autres conceptions que les minorités anarchistes, c'est tout, ils faisaient leur travail minoritaire.

REVOLUTION PROLE-
TARIENNE:

revue syndicaliste révolutionnaire, 21 Rue Jean Robert, Paris 18è juillet- Faucier remet ça avec les impôts, la presse communiste et la presse cégétiste également. Les exploités touchent les salaires qu'ils méritent. Jusqu'à maintenant, dans le secteur privé, les patrons ne peuvent faire autrement que de payer leur main d'oeuvre toujours plus, l'Etat en retire avec le système des impôts mais la classe ouvrière ne cherche pas à lutter pour obtenir un niveau de vie meilleur: elle accepte volontiers sa situation, elle a bien le salaire qu'elle mérite. Le grelot agité sur les impôts représente toute autre chose c'est un grelot qui sonne au service de nos nouveaux technocrates les impôts touchent surtout les profiteurs "salariés" (impôt sur le revenu naturellement), ces derniers veulent leur part de gâteau dans la concurrence avec les autres classes profiteuses, comme d'habitude, elle recherche l'appui des exploités pour pouvoir tirer un peu de profit vers elle, la lutte entreprise contre l'augmentation des impôts sur le revenu par la CGT, à monavis, ne sert qu'à satisfaire les salariés qui profitent déjà d'une partie de la plus-value, c'est une lutte entre catégories d'exploiteurs qui ne nous regarde pas. L'article de Jean Duperray, sur la paupérisation, est également à signaler.

BULLETTINS
SYNDICAUX:

Dans le "Militant" (N° 12-Juillet 64) bulletin de minoritaires syndicalistes révolutionnaires de FO, on trouve une lettre signée de onze camarades anarcho-syndicalistes, également de FO, qui se désolidarisent de la majorité de la Commission exécutive de l'U.D.F.O. de la région parisienne parce que "le seuil qui sépare l'indépendance du syndicalisme de son intégration à l'Etat est franchi par la majorité de l'U.D.". Alors, à quand la démission? Les syndicalistes qui participent aux comités d'Etat donnent pour se justifier exactement les mêmes raisons que les syndicalistes qui participent à une commission syndicale devenue "un rouage administratif de l'Etat". Dans le même numéro, échange de lettres entre l'Action (PSU) et le Militant (trotskyste) qui se contredisent entre eux et avec les anarcho-syndicalistes. Et tout cela se passe si loin dans les sphères dirigeantes que le syndiqué de base n'en perçoit même pas le souffle. Quand on pense que tous les minoritaires justifient leur présence pour "toucher les masses".

Tribune syndicaliste: est un bulletin d'information d'une caisse de Sécurité Sociale, toujours de minoritaires FO. Polémiques avec le syndicat Autonome... auquel appartenait il y a quelques années l'un des responsables du bulletin, devenu un anarcho syndicaliste. On trouve des perles du genre " la CGT et nous, malgré les divergences profondes nous appartenons à la même classe ouvrière ". (comme en Russie sans doute). " Il n'existe pas de conflit ouvert ou larvé, (à FO) car les camarades de notre organisation à tous les échelons se retrouvent d'accord sur les principes et dans la pratique, même s'ils se réclament d'écoles syndicalistes différentes". Pour bien comprendre, lire le paragraphe précédent.

Perspectives syndicalistes: par le Groupe d'Economie Distributive Interprofessionnel parisien - 8 place Jacques Bonsergent-Paris, 10è). N° 1 Juin 64- Positions pour un syndicalisme constructif. Encore une tentative de définir une société basée sur les syndicats tel que nous les voyons aujourd'hui avec des phrases de ce genre: "Le mouvement ouvrier sent confusément que ce moment historique approche. Ses élites prennent une conscience de plus en plus claire de la mission sociale du syndicalisme..." Nous, on en a plutôt marre des élites. Quant à la mission sociale du syndicalisme ça semble sérieusement diverger chez les élites (voir plus haut)

oooooooo

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER